La Commune

Pour l'Assemblée Constituante

Equateur

La victoire de Correa, due au soutien que lui ont apporté les organisations indigènes, de paysans, de la gauche et des classes moyennes de la ville de Quito, est le résultat d'une décennie de mobilisation révolutionnaire. C'est le 15 janvier qu'il a pris ses fonctions à la tête de l'Équateur, il a immédiatement demandé au Tribunal électoral la convocation d'une Assemblée Constituante, réduit le salaire de tous les fonctionnaires publics, y compris celui du Président, et signé un accord avec le Venezuela pour la construction d'une raffinerie de pétrole.

Ces mesures, conformes à ses promesses électorales, ainsi que ses déclarations contre l'ALCA, rencontrent la sympathie de la population.

Les piliers du Régime

Le blocage par le Tribunal électoral de l'appel lancé pour la convocation d'une Assemblée Constituante a conduit les organisations indigènes et populaires, fatiguées par les manoeuvres du Congrès pour l'empêcher, à se mobiliser et à l'occuper.
Face aux dangers de ce que la mobilisation " change de ton et dégénère en vandalisme ", l'Église catholique, pour étouffer dans l'oeuf tout processus révolutionnaire, s'est précipitée pour offrir sa médiation. Puissante et amie des riches, l'Église veut éviter toute mobilisation en faveur de la Constituante, parce qu'elle sait qu'un peu plus tôt ou un peu plus tard, son pouvoir et son influence peuvent être aussi affectés par la mobilisation, c'est pourquoi elle s'exclame : " *nous devons trouver un consensus* ".

C'est que le processus de mobilisations permanentes est une véritable révolution en marche qui met à mal tout le Régime. Selon l'Institut national de la statistique et du recensement, organisme officiel de l'Équateur, " *seuls 4,5 % des impôts vont au secteur le plus pauvre de la population, tandis que le secteur le plus riche en reçoit 50,7 % ; et 18,1 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'une dénutrition chronique* ". C'est l'explication de la crise politique, sociale et économique où la faim ne laisse pas beaucoup de place aux manoeuvres.

Des vents nouveaux

Correa a vécu ce processus au temps ou il était ministre de l'économie et des finances du gouvernement Palacio. Le renoncement à son ministère quand le Président Palacio a cédé aux pressions des États-Unis, en août 2005, a débouché sur de grandes mobilisations contre sa démission. À la radio, les manifestants disaient : " *Ils le chassent parce qu' il n'est pas un valet des États-Unis* ", " *Nous ne voulons pas être une colonie, Correa a défendu la dignité de la patrie* ". Telle est l'origine de sa popularité, elle exprime le sentiment anti-impérialiste de la population qui aujourd'hui prédomine dans toute l'Amérique latine. " *l'Amérique latine est en train de vivre un véritable changement d'époque. Des vents totalement nouveaux soufflent sur la région, détruisant et surmontant définitivement la longue et triste nuit néolibérale* ", écrit l'éditorialiste de La Nación.

Dans son communiqué de démission, Correa expliquait alors : " *Je crains que le véritable problème repose sur les fortes pressions exercées pour empêcher une quelconque relation avec un pays frère tel que le Venezuela, avec pour corollaire le manque de confiance dans mon travail comme ministre de l'économie et des finances. De plus, il est évident que dans la réunion de travail à la Chancellerie, l'incapacité du ministère de l'énergie et des mines à avancer sur les projets de raffinage du pétrole et du commerce direct pour le gaz avec le Venezuela, était une honte. Il faut dire que ces deux opérations, extrêmement bénéfiques pour le pays, affectent les grands intérêts de groupes locaux* ".

Rompre avec l'impérialisme

Les problèmes et questions soulevés par Correa au temps où il était ministre de l'économie et des finances subsistent aujourd'hui. Pour l'indépendance politique et économique du pays, il n'y a pas d'autre voie que de rompre avec l'impérialisme, le FMI, la Banque mondiale et les multinationales. Pour ce faire, la convocation de l'Assemblée Constituante, s'appuyant sur la mobilisation de tous ceux qui ont concouru à son succès électoral, est plus que jamais urgente contre le paiement de la dette et des intérêts de la dette, pour une véritable indépendance politique et économique.

Modifié le lundi 02 avril 2007

Voir aussi dans la catégorie Equateur

Pour l'Assemblée Constituante

La victoire de Correa, due au soutien que lui ont apporté les organisations indigènes, de paysans, de la gauche et des classes moyennes de la ville de Quito, est le résultat d'une décennie de... »

Une révolte populaire

Le président Lucio Gutierrez, de même que ses prédecesseurs Bucaram, en 1997, et Mahuad, en 2000, a été chassé par les masses. Cet ex-colonel, élu en janvier 2003 avec le soutien du principal... »